

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtums Luxemburg.

Vendredi, le 27 mai 1960.

No 31

Freitag, den 27. Mai 1960.

Arrêté grand-ducal du 20 mai 1960 portant modification des articles 5 et 6 de l'arrêté grand-ducal du 25 mars 1957 concernant l'organisation des services de contrôle et de recette de l'Administration des Contributions et des Accises.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu les articles 9, 10, 11 et 17 de la loi du 25 mai 1949 concernant la réorganisation de l'Administration des Contributions et des Accises ;

Revu les articles 5 et 6 de Notre arrêté du 25 mars 1917 concernant l'organisation des services de contrôle et de recette de l'Administration des Contributions et Accises ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et attendu qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons ;

Art. 1^{er}. Les articles 5 et 6 de Notre arrêté du 25 mars 1917 concernant l'organisation des services de contrôle et de recette de l'Administration des Contributions et Accises sont remplacés par le texte ci-après :

« **Art. 5.** Le service central de contrôle pour l'évaluation des immeubles, dont le siège est fixé à Luxembourg, comprend un inspecteur et un vérificateur.

Art. 6. Le service spécial de contrôle, dont le siège est fixé à Luxembourg, comprend 2 inspecteurs, 13 contrôleurs et 15 vérificateurs ».

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 20 mai 1960

Charlotte

Le Ministre des Finances,

Pierre Werner

Arrêté grand-ducal du 20 mai 1960, modifiant le tableau annexé à l'arrêté grand-ducal du 3 mars 1956, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la douane et le classement des bureaux.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu les articles 1 et 6 de la loi du 8 novembre 1926. concernant l'organisation de l'Administration des Douanes ;

Revu Notre arrêté du 3 mars 1956, portant remplacement du tableau annexé à Notre arrêté du 16 mars 1927, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la douane et le classement de ces bureaux, modifié par Nos arrêtés du 18 octobre 1957, du 22 juin 1959 et du 21 janvier 1960 ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866, concernant l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons ;

Art. 1er. Le tableau annexé à l'arrêté grand-ducal du 3 mars 1956, portant remplacement du tableau annexé à l'arrêté grand-ducal du 16 mars 1927, concernant la circonscription des contrôles et des bureaux de recette de la douane et le classement de ces bureaux est modifié comme suit :

Contrôle de Bettembourg.

la brigade de Tétange est à biffer.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 20 mai 1960

Charlotte

Le Ministre des Finances,

Pierre Werner

DÉCLARATION DES DROITS DE L'ENFANT

adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1959.

Préambule.

Considérant que, dans la Charte, les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et dans la dignité et la valeur de la personne humaine, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Nations Unies ont proclamé que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Considérant que l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance,

Considérant que la nécessité de cette protection spéciale a été énoncée dans la Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant et reconnue dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans les statuts des institutions spécialisées et des organisations internationales qui se consacrent au bien-être de l'enfance,

Considérant que l'humanité se doit de donner à l'enfant le meilleur d'elle-même,

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration des droits de l'enfant afin qu'il ait une enfance heureuse et bénéficie, dans son intérêt comme dans l'intérêt de la société, des droits et libertés qui y sont énoncés ; elle invite les parents, les hommes et les femmes à titre individuel, ainsi que les organisations bénévoles, les autorités locales et les gouvernements nationaux à reconnaître ces droits et à s'efforcer d'en assurer le respect au moyen de mesures législatives et autres adoptées progressivement en application des principes suivants :

Principe premier

L'enfant doit jouir de tous les droits énoncés dans la présente Déclaration. Ces droits doivent être reconnus à tous les enfants sans exception aucune, et sans distinction ou discrimination fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance, ou sur toute autre situation, que celle-ci s'applique à l'enfant lui-même ou à sa famille.

Principe 2

L'enfant doit bénéficier d'une protection spéciale et se voir accorder des possibilités et des facilités par l'effet de la loi et par d'autres moyens, afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité. Dans l'adoption de lois à cette fin, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération déterminante;

Principe 3

L'enfant a droit, dès sa naissance, à un nom et à une nationalité.

Principe 4

L'enfant doit bénéficier de la sécurité sociale. Il doit pouvoir grandir et se développer d'une façon saine ; à cette fin, une aide et une protection spéciales doivent lui être assurées ainsi qu'à sa mère, notamment des soins prénatals et postnatals adéquats. L'enfant a droit à une alimentation, à un logement, à des loisirs et à des soins médicaux adéquats.

Principe 5

L'enfant physiquement, mentalement ou socialement désavantagé doit recevoir le traitement, l'éducation et les soins spéciaux que nécessite son état ou sa situation.

Principe 6

L'enfant, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, a besoin d'amour et de compréhension. Il doit, autant que possible, grandir sous la sauvegarde et sous la responsabilité de ses parents et, en tout état de cause, dans une atmosphère d'affection et de sécurité morale et matérielle ; l'enfant en bas âge ne doit pas, sauf circonstances exceptionnelles, être séparé de sa mère. La société et les pouvoirs publics ont le devoir de prendre un soin particulier des enfants sans famille ou de ceux qui n'ont pas de moyens d'existence suffisants. Il est souhaitable que soient accordées aux familles nombreuses des allocations de l'Etat ou autres pour l'entretien des enfants.

Principe 7

L'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire au moins aux niveaux élémentaires. Il doit bénéficier d'une éducation qui contribue à sa culture générale et lui permette, dans des conditions d'égalité de chances, de développer ses facultés, son jugement personnel et son sens des responsabilités morales et sociales, et de devenir un membre utile de la société.

L'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation ; cette responsabilité incombe en priorité à ses parents.

L'enfant doit avoir toutes possibilités de se livrer à des jeux et à des activités récréatives, qui doivent être orientés vers les fins visées par l'éducation ; la société et les pouvoirs publics doivent s'efforcer de favoriser la jouissance de ce droit.

Principe 8

L'enfant doit, en toutes circonstances, être parmi les premiers à recevoir protection et secours.

Principe 9

L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation. Il ne doit pas être soumis à la traite, sous quelque forme que ce soit.

L'enfant ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié ; il ne doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé ou à son éducation, ou qui entrave son développement physique, mental ou moral.

Principe 10

L'enfant doit être protégé contre les pratiques qui peuvent pousser à la discrimination raciale, à la discrimination religieuse ou à toute autre forme de discrimination. Il doit être élevé dans un esprit de compréhension, de tolérance, d'amitié entre les peuples, de paix et de fraternité universelle, et dans le sentiment qu'il lui appartient de consacrer son énergie et ses talents au service de ses semblables.

La Déclaration des droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa quatorzième session, le 20 novembre 1959. Elle sera reproduite au *Mémorial* pour information.

Luxembourg, le 30 avril 1960.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
Eugène Schaus.

Avis. — Administrations communales. — Par délibération du 3 mai 1960, le Conseil communal de Steinfart a décidé la fusion des sections de comptabilité en application de l'article 1^{er}, alinéa final, de la loi du 23 mai 1932 concernant la simplification des services communaux.

Ladite délibération a été approuvée par décision de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 16 mai 1960.
— 16 mai 1960.

Avis. — Emprunt grand-ducal 3% de 1947 (Tranche spéciale en \$ USA et £).

L'amortissement à la date du 30 juin 1960, de l'emprunt grand-ducal 3% de 1947 (Tranche spéciale en \$ USA et £), pour lequel une somme de 26.000 Dollars USA et une somme de 1.125 Livres Sterling sont prévues, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées :

Tranche en \$ USA
Litt. A. 74 obligations à 100 \$ USA
Litt. B. 37 obligations à 500 \$ USA

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

Tranche en Dollars.

Litt. A. — une obligation à \$ 100.
256

Tranche en Livres Sterling.

<i>Litt. A. — 9 obligations à £ 25.</i>									
6	65	89	106	121	164	178	202	214	
<i>Litt. B. — 9 obligations à £ 100.</i>									
2	23	67	107	114	131	158	163	177	

Les obligations suivantes, amorties le 30 juin 1959 n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Tranche en \$ USA

Litt. A. 2 obligations à 100 \$ USA Nos 430 et 753.

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 3 mai 1960 cesseront de courir à partir du 30 juin 1960.
— 13 mai 1960.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1947 (155.000.000 fr.).

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% de 1947 (155.000.000 fr.), remboursables le 1^{er} juillet 1960 par 2.610.000,— francs a donné le résultat suivant :

<i>Litt. A. — 17 obligations à 500 francs.</i>									
22	179	298	411	572	671	792	852	911	975
87	216	377	476	617	722	807			
<i>Litt. B. — 25 obligations à 700 francs.</i>									
221	224	337	340	753	1026	1028	1030	1417	1419
222	225	338	751	754	1027	1029	1416	1418	1420
223	336	339	752	755					

Litt. C. — 234 obligations à 1.000 francs.

35	1445	2795	4075	5365	6612	7923	9150	10597	11820
36	1446	2796	4076	5366	6711	7924	9307	10598	11931
145	1521	2945	4153	5475	6712	8039	9308	10707	11932
146	1522	2946	4154	5476	6859	8040	9437	10708	11985
305	1647	3033	4267	5537	6860	8101	9438	10825	11986
306	1648	3034	4268	5538	6939	8102	9509	10826	12049
457	1775	3149	4363	5675	6940	8243	9510	10891	12050
458	1776	3150	4364	5676	7153	8244	9623	10892	12241
539	1867	3283	4495	5789	7154	8363	9624	10999	12242
540	1868	3284	4496	5790	7277	8364	9759	11000	12343
637	1975	3405	4513	5921	7278	8513	9760	11103	12344
638	1976	3406	4514	5922	7357	8514	9851	11104	12439
769	2033	3499	4623	6001	7358	8665	9852	11237	12440
770	2034	3500	4624	6002	7433	8666	9963	11238	12553
881	2119	3587	4785	6139	7434	8785	9964	11401	12554
882	2120	3588	4786	6140	7487	8786	10045	11402	12653
947	2241	3687	4945	6259	7488	8901	10046	11475	12654
948	2242	3688	4946	6260	7583	8902	10175	11476	12843
1011	2351	3831	5013	6379	7584	8977	10176	11577	12844
1012	2352	3832	5014	6380	7755	8978	10261	11578	12985
1137	2571	3927	5123	6453	7756	9025	10262	11705	12986
1138	2572	3928	5124	6454	7831	9026	10367	11706	13019
1289	2655	3991	5251	6611	7832	9149	10368	11819	13020
1290	2656	3992	5252						

Litt. D. — 208 obligations à 5.000 francs.

105	1156	2493	3678	4771	6038	7225	8466	9825	10727
106	1291	2494	3803	4772	6149	7226	8583	9826	10728
249	1292	2501	3804	4949	6150	7433	8584	9949	10865
250	1409	2502	3959	4950	6285	7434	8659	9950	10866
375	1410	2607	3960	5051	6286	7523	8660	10033	10879
376	1561	2608	4047	5052	6349	7524	8761	10034	10880
453	1562	2739	4048	5149	6350	7659	8762	10099	11097
454	1681	2740	4125	5150	6435	7660	8913	10100	11098
651	1682	2921	4126	5293	6436	7789	8914	10229	11185
652	1807	2922	4169	5294	6593	7790	9041	10230	11186
773	1808	3025	4170	5445	6594	7911	9042	10319	11221
774	1963	3026	4257	5446	6677	7912	9153	10320	11222
899	1964	3155	4258	5555	6678	8093	9154	10353	11375
900	2001	3156	4363	5556	6813	8094	9269	10354	11376
981	2002	3275	4364	5641	6814	8185	9270	10487	11383
982	2091	3276	4451	5642	6891	8186	9431	10488	11384
993	2092	3447	4452	5823	6892	8259	9432	10543	11595
994	2203	3448	4535	5824	7001	8260	9553	10544	11596
1043	2204	3553	4536	5955	7002	8315	9554	10583	11671
1044	2363	3554	4649	5956	7169	8316	9673	10584	11672
1155	2364	3677	4650	6037	7170	8465	9674		

Litt. E. — 116 obligations à 10.000 francs.

43	779	1474	2109	2812	3497	4275	4954	5699	6338
135	868	1571	2139	2878	3562	4313	5051	5758	6425
184	935	1620	2222	2933	3635	4360	5104	5783	6483
231	966	1707	2286	3010	3720	4459	5165	5866	6521
287	985	1766	2328	3051	3771	4529	5223	5910	6670
339	1031	1785	2387	3113	3826	4578	5261	5954	6707
340	1098	1835	2424	3160	3877	4620	5287	6027	6750
457	1186	1883	2482	3220	3971	4671	5355	6076	6820
499	1201	1934	2568	3275	4056	4757	5446	6130	6872
571	1305	1982	2624	3321	4123	4818	5507	6257	6921
653	1370	2010	2697	3375	4160	4904	5547	6296	6950
719	1418	2056	2762	3427	4232				

Litt. F. — 3 obligations à 50.000 francs.

2 85 137

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Litt. A à 500 francs.

202 (8) 378 (9) 503 (9)

Litt. B à 700 francs.

186 (9) 187 (9) 188 (9) 744 (9) 1322 (9)

Litt. C à 1000 francs.

2127 (9)	10819 (8)	13066 (4)	13355 (9)	13556 (9)	13843 (2)
2263 (8)	10996 (9)	13125 (1)	13356 (9)	13603 (3)	13844 (2)
2423 (9)	11034 (8)	13126 (1)	13395 (2)	13604 (3)	13853 (4)
2424 (9)	11239 (9)	13181 (2)	13396 (2)	13605 (4)	13854 (4)
2614 (9)	11240 (9)	13182 (2)	13397 (4)	13606 (4)	13877 (1)
6178 (8)	12486 (9)	13183 (4)	13398 (4)	13633 (1)	13878 (1)
7172 (9)	13035 (3)	13184 (4)	13403 (1)	13634 (1)	13895 (3)
8171 (9)	13036 (3)	13213 (9)	13404 (1)	13635 (2)	13896 (3)
8172 (9)	13037 (9)	13214 (9)	13427 (3)	13636 (2)	13927 (9)
8891 (8)	13038 (9)	13251 (1)	13428 (3)	13675 (9)	13928 (9)
8892 (8)	13059 (2)	13252 (1)	13475 (9)	13676 (9)	
8921 (5)	13060 (2)	13269 (3)	13476 (9)	13819 (9)	
8922 (5)	13065 (4)	13270 (3)	13555 (9)	13820 (9)	

Litt. D à 5000 francs.

2271 (8)	11788 (9)	11938 (3)	12112 (1)	12174 (9)	12326 (9)
3394 (9)	11809 (3)	11953 (2)	12113 (4)	12269 (9)	12341 (2)
5935 (9)	11810 (3)	11954 (2)	12114 (4)	12270 (9)	12342 (2)
11743 (2)	11865 (1)	11963 (4)	12133 (9)	12301 (4)	12399 (3)
11744 (2)	11866 (1)	11964 (4)	12134 (9)	12302 (4)	12400 (3)
11767 (4)	11935 (9)	12057 (3)	12135 (2)	12311 (1)	
11768 (4)	11936 (9)	12058 (3)	12136 (2)	12312 (1)	
11787 (9)	11937 (3)	12111 (1)	12173 (9)	12325 (9)	

Litt. E à 10.000 francs.

	1286 (9)	4422 (8)	
1) obligations amorties le 1 ^{er} juillet 1948			
2) » » »			1949
3) » » »			1950
4) » » »			1951
5) » » »			1955
6) » » »			1956
7) » » »			1957
8) » » »			1958
9) » » »			1959

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 3 mai 1960 cesseront de courir à partir du 1^{er} juillet 1960.
— 13 mai 1960.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1951.

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% de 1951, remboursables le 15 juillet 1960 par 4.455.000,— fr. (+222.750,— fr. prime) a donné le résultat suivant :

Litt. A. — 105 obligations à 1.000 francs, remb. par 1.050 francs.

5	750	1514	2262	3029	3743	4470	5228	5910	6663
62	769	1570	2319	3100	3783	4577	5254	5980	6744
163	851	1638	2395	3171	3905	4660	5324	6035	6752
232	918	1747	2469	3235	4000	4729	5392	6089	6765
267	974	1829	2523	3256	4021	4755	5483	6194	6874
346	1001	1915	2607	3351	4055	4823	5551	6315	6938
409	1105	1916	2714	3363	4174	4909	5640	6455	7017
485	1190	2072	2750	3432	4247	4979	5732	6495	7118
503	1259	2127	2808	3514	4279	5042	5777	6512	7187
591	1347	2156	2888	3590	4391	5155	5840	6565	7221
664	1476	2239	2967	3701					

Litt. B. — 104 obligations à 5.000 francs, remb. par 5.250 francs.

31	773	1525	2177	2899	3501	4261	5155	5728	6290
103	879	1594	2271	2963	3553	4337	5238	5737	6350
178	960	1663	2324	3011	3619	4403	5275	5750	6417
215	1022	1693	2409	3082	3740	4486	5330	5779	6454
255	1075	1763	2487	3176	3794	4797	5416	5853	6504
346	1134	1841	2525	3220	3849	4846	5417	5920	6683
492	1191	1914	2603	3280	3983	4915	5521	6024	6731
516	1283	1985	2655	3345	4069	4986	5538	6081	6812
602	1340	2041	2711	3407	4152	5015	5653	6147	6921
680	1405	2107	2791	3452	4229	5089	5677	6242	6977
744	1475	2154	2849						

Litt. C. — 28 obligations à 10.000 francs, remb. par 10.500 francs.

22	307	546	807	1032	1225	1415	1584	1852	1976
123	400	631	875	1073	1262	1474	1664	1909	1996
241	498	747	975	1166	1354	1502	1745		

Litt. D. — 27 obligations à 50.000 francs, remb. par 52.500 francs.

38	211	394	640	798	1070	1245	1446	1513	1662
102	274	489	711	913	1133	1311	1471	1628	1715
162	330	551	765	1010	1179	1351			

Litt. E. — 22 obligations à 100.000 francs, remb. par 105.000 francs.

57	313	506	638	751	915	1014	1099	1249	1350
160	358	550	701	816	943	1070	1202	1285	1440
234	452								

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Litt. A.

1742(2) 1955 (3) 2571 (4)

Litt. B.

4304 (4)

Litt. C.

1 (1)

- 1) obligations amorties le 15 juillet 1955.
- 2) obligations amorties le 15 juillet 1956
- 3) obligations amorties le 15 juillet 1957
- 4) obligations amorties le 15 juillet 1959

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 6 mai 1960 cesseront de courir à partir du 15 juillet 1960
— 13 mai 1960.

Avis. — Indigénat. — Par déclaration d'option faite le 30 avril 1958 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'article 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Berrens Marie-Hildegarde*, épouse *Schmitz Thomas-Roger*, née le 7 avril 1932 à Neuerbourg/Allemagne, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 20 novembre 1958 devant l'officier de l'état civil de la commune de Schiffflange, en conformité de l'article 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Wirtz Berthe-Mathilde*, épouse *Kintzinger Jean*, née le 23 mars 1931 à Rotterdam/Pays-Bas, demeurant à Schiffflange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 11 avril 1959 devant l'officier de l'état civil de la commune de Heinerscheid, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940 la dame *Eckes Marguerite-Mathilde*, épouse *Lanners Joseph*, née le 9 novembre 1925 à Preischeid/Allemagne, demeurant à Heinerscheid, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 1^{er} juin 1959 devant l'officier de l'état civil de la commune de Rumelange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Iacucci Eugénie*, épouse *Fumanti Nello*, née le 27 décembre 1929 à Gubbio/Italie, demeurant à Rumelange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Erratum. — Loi du 9 mars 1960 portant règlement des comptes généraux de l'exercice 1957.

Au huitième alinéa (p. 613) il y a lieu de lire «26 février 1960» au lieu de «26 mars 1960.»